

*L'ajournement*

tient pas compte de la justice sociale. Le ministre ferait bien de revenir en arrière et de recommencer à zéro.

**Des voix:** Bravo!

**MOTION D'AJOURNEMENT***[Traduction]*

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 40 du Règlement.

LE LOGEMENT—LES DIRECTIVES SUIVIES PAR LES COLLABORATEURS DU MINISTRE AUXQUELS S'ADRESSENT LES PROPRIÉTAIRES DEVANT RENOUVELER LEUR HYPOTHÈQUE. (B) LES CONSEILS DONNÉS PAR LES COLLABORATEURS DU MINISTRE. (C) ON DEMANDE AU MINISTRE DE FAIRE UNE DÉCLARATION À L'APPEL DES MOTIONS.

**M. Doug Lewis (Simcoe-Nord):** Monsieur l'Orateur, je prends la parole au moment du débat sur la motion d'ajournement pour signaler à la Chambre les réponses que le ministre chargé du logement a fournies aux questions que je lui ai posées le mardi 10 novembre. J'avais alors demandé au ministre chargé de la SCHL quelles directives suivaient ses fonctionnaires lorsqu'ils communiquaient avec des propriétaires d'habitations devant renouveler leur hypothèque immédiatement avant la présentation de l'exposé budgétaire. A la surprise générale, le ministre a prétendu que ses collaborateurs et lui-même avaient répondu par téléphone à près de 200 personnes. Il a affirmé qu'elles avaient pu faire reporter le renouvellement de leur contrat à jeudi ou vendredi de cette semaine-là. En disant cela, le ministre voulait parler de la semaine et du jour de présentation du budget.

● (2200)

Nous sommes d'avis que le ministre, lui ou ses collaborateurs, n'ont nullement le droit de révéler à quiconque les détails d'un budget avant l'exposé budgétaire lui-même. Ce privilège appartient au ministre des Finances (M. MacEachen) non pas aux proches du ministre ni à d'autres ministres. Notre parti s'est toujours montré soucieux de préserver le secret du budget et de ne pas privilégier certains en leur communiquant des informations.

Aujourd'hui, les motifs de préoccupation sont encore plus grands. Nous voulons savoir ce que le personnel du ministre a dit aux institutions financières pour les convaincre d'attendre le budget avant de renouveler les hypothèques. Les collaborateurs du ministre ont-ils tenté d'obtenir le même traitement pour tous les propriétaires qui auraient communiqué directement ou indirectement avec son bureau?

Mon collègue, le député de Peterborough (M. Domm) a des preuves flagrantes que le ministre a soigneusement choisi tous ceux à qui on a téléphoné. Le député a présenté une liste de 31 noms de personnes dont le cas avait été signalé au ministre ou à ses subalternes, mais qui n'ont pas obtenu de réponse.

Nous voulons savoir, et c'est la raison pour laquelle nous posons à nouveau la question ce soir, sur quel critère se fondaient les collaborateurs du ministre pour déterminer qui pourrait prolonger son contrat. Choisisait-on des noms au hasard? Qui avait donné des directives? Le mardi, le ministre, répondant à une question supplémentaire, a dit qu'il ignorait totalement ce que contenait le budget.

C'est vraiment curieux que le ministre ait dit mardi qu'il ne savait pas ce que prévoyait le budget. Jeudi soir, on a confirmé

ce que le ministre aurait appris et, presque immédiatement après la présentation de l'exposé budgétaire, la SCHL a présenté un document détaillé au sujet de l'établissement d'un centre pour les renouvellements d'hypothèque qui serait doté de lignes téléphoniques pour les interurbains et dirigé par un gestionnaire. L'époque des communications perfectionnées est certainement merveilleuse si un ministre de la Couronne peut mettre au point un tel programme dans l'espace de deux jours. Il est inconcevable qu'un ministre ait pu déclarer à la Chambre qu'il ne savait pas ce que prévoyait le budget alors que les fonctionnaires de son ministère disaient à des propriétaires de Delta en Colombie-Britannique et d'Oakville en Ontario de ne pas renouveler leur hypothèque avant la présentation du budget, après quoi un service ministériel tout à fait nouveau serait mis sur pied du jour au lendemain.

J'ai posé ma question au ministre à cause de certains renseignements qui nous avaient été transmis de Delta, en Colombie-Britannique, où un particulier qui allait voir son taux d'intérêt hypothécaire passer de 13.75 p. 100 à 20.25 p. 100 avait reçu un appel téléphonique d'un fonctionnaire du cabinet du ministre lui disant que s'il n'était pas obligé de renouveler son hypothèque immédiatement, il devrait attendre au vendredi, après la présentation du budget.

Le propriétaire de Halton, en Ontario, à qui j'ai parlé avait lui aussi reçu une communication pour lui dire d'attendre après la présentation du budget pour renouveler son hypothèque parce que le budget contiendrait des mesures pour aider les gens comme lui qui éprouvent des difficultés à cause de leur prêt.

Certains renseignements que nous avons obtenus nous portent à croire que, même si le ministre avait déclaré ne pas savoir ce que contenait le budget, certains employés de Vickers et Benson, qui est l'agence de publicité préférée du parti libéral, étaient certainement bien au courant de la situation. Ces renseignements seront divulgués au cours de la semaine. Le ministre a affirmé qu'il avait dit de façon bien précise à ses fonctionnaires de ne pas parler du budget et de ne rien promettre. Nous comprenons facilement que le ministre se soit senti gêné le soir du budget. La supposée aide prévue dans le budget n'était qu'une farce cruelle. Il n'y avait sûrement pas de quoi appeler qui que ce soit. Le ministre a anéanti les espoirs des propriétaires de maison au Canada.

● (2205)

Nous nous préoccupons autant du manque de substance du budget que de la façon dont il a été présenté. La tradition veut que la teneur d'un budget reste secrète. Nous voulons savoir, monsieur l'Orateur, quels renseignements les collaborateurs du ministre ont reçus. A qui les ont-ils révélés et dans quelle mesure ont-ils gardé secrètes les informations qu'ils possédaient? Nous avons vu aujourd'hui comment le secrétaire d'État (M. Regan) qui est chargé de la publicité, s'est contenté de se dérober. Nous avons vu comment le ministre des Finances a laissé se débattre le ministre responsable du logement comme il le fait depuis des mois. Nous avons été incités à poursuivre nos efforts par la conduite incroyable du leader du gouvernement à la Chambre. Ce dernier nous a suggéré de démissionner au lieu de continuer à poser des questions. Nous savons combien il leur faut du temps pour organiser une élection complémentaire dans certains cas et nous n'avons pas l'intention de suivre les conseils hystériques du leader du gouvernement.